

Fontenelle-en-Brie / Contrôle de conformité de l'assainissement Une habitante se révolte

L'Union Publié le dimanche 18 mars 2012



Jacqueline Gouby a essayé de mobiliser les 160 âmes de son village contre les gaz et huiles de schiste.

Jeudi soir, Jacqueline Gouby a boycotté la réunion publique organisée par Veolia sur l'assainissement. Elle ne se mettra en conformité que si le permis sur les huiles de schiste est abrogé !

QUI ne connaît pas Jacqueline Gouby ? Femme active dans le monde associatif avec Brochages productions, mais aussi sur la toile de l'information audiovisuelle avec le site Internet Sudaisne.com. Jeudi soir, elle avait enlevé ses nombreuses casquettes pour être une simple habitante... en colère ! Campée avec sa voiture au premier carrefour menant à la mairie de sa commune, Fontenelle-en-Brie, elle appelait la population à boycotter (comme elle) la réunion publique de Veolia sur les futurs contrôles de conformité des systèmes d'assainissement non collectif. « Pourquoi nous obliger à investir dans de l'assainissement si, à deux pas de chez nous, on nous impose la plus grosse catastrophe écologique ! », clamait-elle à ses voisins. Jacqueline Gouby fait allusion au permis d'exploration et d'exploitation des gaz et huiles de schiste, accordé à la société Toreador sur la commune de Rozoy-Belleville. Soit à peine à un kilomètre du village. La société pétrolière devrait bientôt commencer ses travaux pour réaliser un forage d'exploration du sous-sol. Forcément, le courrier d'invitation de Veolia, dans lequel l'agence parle de l'importance des vérifications des installations pour la préservation du milieu naturel, est très mal passé du côté du défenseur de la nature. Elle ne décolère pas : « On nous demande de nous mettre en conformité pour ne pas polluer et juste à côté, on va nous mettre un puits d'exploitation d'huiles de schiste ! Cette situation est aberrante. »

Pourparlers

La riveraine de Fontenelle-en-Brie n'apprécie pas non plus le double langage de la société Veolia eau, qui serait en négociation avec Toreador pour le traitement des eaux et boues récupérées après l'extraction des huiles de schiste. Elle est prête à engager un bras de fer avec l'agence de l'eau. « Je ne me mettrai en conformité que si on me dit que tout est abandonné à Rozoy-Belleville. » À la direction de Veolia Sud de l'Aisne, Frédéric Dablin regrette « les amalgames ». Si le directeur confirme les pourparlers entre la maison mère et la société pétrolière, il ne veut pas mélanger les deux sujets. « La mise en conformité des systèmes d'assainissement est obligatoire avant 2013, confie-t-il. Nous devons procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans le cadre du SPANC (Service public d'assainissement non collectif). La décision finale sur le système d'assainissement à retenir reviendra à la communauté de communes du canton de Condé-en-Brie qui nous a sollicités. » Pour en revenir sur le possible partenariat avec Toreador sur le site de Rozoy-Belleville, Frédéric Dablin se veut rassurant : « Les habitants devraient être contents qu'une entreprise leader dans le traitement des eaux soit impliquée. Nous le faisons pour la protection de l'environnement ! » Il ajoute : « Nous travaillons déjà avec eux aux Pays-Bas et nous avons aucun problème là-bas. »

Une nuance quand même dans son discours : « On peut néanmoins être en désaccord avec les méthodes pratiquées par ces entreprises (pétrolières, ndlr). » Là, ce n'est plus le directeur de l'agence Veolia qui nous parle, mais le citoyen.

Isabel DA SILVA